



LE DIRIGISME ALIMENTAIRE N'EST PAS UNE OPTION

AGEFI - 11.09.2026

«LES REMÈDES PROPOSÉS, OUTRE LEUR CARACTÈRE LIBERTICIDE, SE RÉVÉLERAIENT INEFFICACES, VOIRE CONTRE-PRODUCTIFS.»

Deux initiatives – l'une cantonale sur la fiscalité vaudoise, l'autre fédérale sur la neutralité suisse – accaparent l'attention avant la votation du 27 septembre. On aurait tort d'oublier la troisième, dite «Pour une alimentation sûre», séduisante si l'on s'en tient à son titre, inquiétante si l'on examine son contenu, selon le schéma classique des initiatives écologistes.

Le titre complet de l'initiative en dit déjà davantage: «Pour une alimentation sûre grâce au renforcement de la production indigène durable, à davantage de denrées alimentaires végétales et à une eau potable propre.» Cette notion d'eau potable propre fait écho aux deux initiatives «antipesticides» et «eau potable» refusées en 2021, et que les initiants cherchent à faire passer aujourd'hui en les intégrant dans un paquet plus large.

La revendication la plus explicite de l'initiative est l'accroissement du taux d'autoapprovisionnement alimentaire de la Suisse, qui est aujourd'hui en dessous de 50% et qui devrait atteindre au moins 70% dans un délai d'une dizaine d'années. L'objectif paraît louable; à supposer qu'il soit atteignable, il apparaît toutefois illusoire de l'atteindre dans le délai fixé. Les initiants en sont conscients puisqu'ils préconisent un interventionnisme étatique extrême, dirigé à la fois sur la production agricole et sur le comportement des consommateurs.

Par principe, une intervention de l'Etat dans les choix de production et de consommation n'est pas souhaitable. Mais la revendication des initiants est encore plus dérangeante

lorsqu'on réalise qu'elle est très orientée idéologiquement – au point qu'on en vient à se demander si elle ne constitue pas le véritable objectif de l'initiative: moins de viande dans notre alimentation, davantage de denrées végétales. La campagne des opposants, conduite par les organisations agricoles, dénonce un «diktat vegan». La formule, pas plus caricaturale que toutes celles que nous assène habituellement la gauche, semble heurter la sensibilité de certaines personnes... Retenons en tout cas qu'il s'agirait d'un inacceptable dirigisme alimentaire, sur lequel les politiques publiques de subventions, de promotion et de formation seraient obligées de s'aligner.

Pour couronner le tout, les remèdes proposés, outre leur caractère liberticide, risquent de se révéler inefficaces, voire contre-productifs. Le Conseil fédéral fait en effet remarquer que, à défaut de mesures réellement coercitives pour forcer la population à changer son alimentation, on risque d'assister à une augmentation des importations de viande étrangère.

La réalité n'est pas celle, anxiogène, décrite par les initiants. Une grande partie de la population est sensible à l'importance de l'alimentation indigène et le monde politique est régulièrement attentif aux besoins du monde agricole, que ce soit à travers les paiements directs ou la préservation des terres cultivables. On ne doit avoir aucun scrupule à maintenir le cadre actuel, relativement libéral, et à voter NON à cette fâcheuse initiative.